



SECTION de la VENDÉE

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>

DECLARATION LIMINAIRE CDAS du 08/03/2016

Les délégués FO en CDAS :

*Bénédicte CHEVAILLIER (PRS La Roche), Stéphanie JOUVIE (Paierie La Roche),
Sébastien LIEVRE (SIP La Roche) et Florence MASSERET (PCE La Roche)*

Mr Le Président,

Comme l'ont exprimé unanimement les organisations syndicales au niveau national, nous ne pouvons que dénoncer à notre tour la réduction des moyens alloués à l'action sociale d'une manière générale.

Ce budget en baisse est une marque de mépris et une provocation supplémentaire à l'égard de tous les agents des Ministères Économiques et Financiers qui subissent, par ailleurs, la baisse de leur pouvoir d'achat et de leurs rémunérations et qui doivent faire face à des suppressions massives d'effectifs et à des conditions de travail de plus en plus dégradées.

De plus, à ce jour, nous n'avons aucune garantie pour le maintien du même nombre d'emplois «action sociale». Quel impact pour l'avenir de l'action sociale dans les départements, dans notre département ?

Concernant la restauration collective, FO finances condamne l'augmentation de 1% prévue en 2016 de l'harmonisation tarifaire dans un contexte social difficile pour les fonctionnaires qui subissent depuis 6 ans une baisse de leur pouvoir d'achat.

Nous avons pris connaissance de la note 2016 adressée aux Présidents de CDAS :

Comment le Secrétariat Général peut-il écrire que les actions proposées par le CDAS ont pour objectif d'améliorer la qualité de vie au travail et l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle ?

Alors même que tout est mis en œuvre pour fragiliser nos services en les mettant en difficulté en continuant de supprimer toujours plus d'emplois. Les suppressions d'emplois sont la cause principale des restructurations / réorganisations, qui éloignent les collègues de leurs domiciles et les privent parfois d'un métier qu'ils affectionnaient particulièrement ?

Si le Secrétariat Général se souciait réellement de la qualité de vie au travail des agents, il remettrait en cause la politique d'austérité de nos décideurs qui aggrave considérablement la qualité de vie des personnels...

Dernier point que nous souhaitons aborder dans cette instance, mais que nous aborderons également au prochain CHSCT, c'est la situation de la médecine de prévention, qui est un élément fondamental d'amélioration des conditions de travail des agents.

Pour rappel, à ce jour : 14 départements sont dépourvus de médecins de prévention et 20 départements ont un temps médical insuffisant ! En 2016, 6 nouveaux départements seront dépourvus de médecins et 4 nouveaux départements verront leur temps médical diminuer...

Nous sommes donc inquiets pour l'avenir de notre médecine de prévention et nous souhaitons en informer le CDAS. Nous vous le répétons régulièrement, les agents exercent leurs missions dans des conditions de plus en plus difficiles en ces périodes de restructurations générant davantage de souffrance au travail.

La Fédération des finances FO réaffirme son attachement à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents.

FO Finances continuera en toute indépendance à porter ses revendications et à les défendre par tous les moyens.